



Un jeune non-violent au Sahel.
Jihane Nami/Mercy Corps

“NOUS ESPERONS ET NOUS NOUS BATTONS”

Les Jeunes, les Communautés, et la Violence au Mali

SEPTEMBRE 2017



Résumé de la Recherche

Depuis 2012, le Mali subit un conflit violent qui bouleverse les communautés, déplace des centaines de milliers de personnes et a fait des milliers de morts. Malgré un accord pour la paix et la réconciliation signé en 2015, la situation sécuritaire continue de se détériorer et l'espoir d'une paix durable reste fragile. Pendant cette période de transition cruciale, le conflit au Mali risque de s'étendre et de créer une crise humanitaire régionale encore plus sévère, avec de terribles conséquences pour les flux de réfugiés, la souffrance humaine, et la stabilité mondiale.

Les jeunes sont essentiels à la réalisation d'une paix réelle, surtout que plus des deux tiers des 18 millions d'habitants du Mali sont âgés de moins de 24 ans. Pour comprendre les voies qui mènent les jeunes à rejoindre les groupes armés, ainsi que les facteurs qui permettent à d'autres jeunes de résister à la violence, Mercy Corps et Think Peace ont interrogé des jeunes membres de groupes armés, des jeunes non violents et des leaders communautaires dans les zones en conflit des régions de Tombouctou, Gao, et Mopti. Ces recherches aboutissent à une série de recommandations à l'attention des décideurs politiques, des bailleurs et des organisations de la société civile, recommandations qui permettraient d'augmenter la probabilité de réussite du processus de paix par le biais d'investissements visant à décourager à court et à long terme la participation des jeunes à la violence.

Principaux Constats

- › **Le soutien communautaire aux groupes armés incite les jeunes à s'engager dans la violence par sens du devoir ou pour le désir de se faire respecter.** La majorité des membres de groupes armés, qu'ils soient pour ou contre le gouvernement ou extrémistes violents, ont dit que leurs communautés soutiennent et partagent des valeurs avec ces groupes. De ce fait, la participation des jeunes à la violence n'est perçue comme ni anormale, ni dissidente. Une prise de décision hiérarchique et de fortes pressions sociales renforcent chez les jeunes le sentiment qu'ils sont obligés de rejoindre les groupes armés soutenus par leur communauté. D'autres rejoignent ces groupes, au moins en partie, afin d'obtenir la reconnaissance et le respect de leur communauté. Un jeune homme d'un groupe de la CMA à Tombouctou déclare: "Ce qui me motive, c'est le soutien que je reçois de ma communauté parce que je protège les biens et les personnes".
- › **Le sentiment d'exclusion que ressentent les communautés, exclusion qui serait perpétuée par le gouvernement (sur base géographique et ethnique), encourage l'adhésion des jeunes aux groupes armés.** Les jeunes qui rejoignent les groupes anti-gouvernementaux ou extrémistes violents en particulier tendent à partager des griefs profonds nés de leurs perceptions de la négligence et du mauvais traitement que le gouvernement aurait infligés à leur communauté, notamment à Gao et Tombouctou. En revanche, on constate que les jeunes non-violents ont davantage tendance à dire que les prestations de services du gouvernement dans leur communauté sont semblables ou supérieures à celles qui se trouvent ailleurs. C'est un élément qui contribuerait à diminuer la probabilité que la communauté soutienne les groupes armés (dans leur création ou expansion).
- › **Les jeunes citent leur expérience de l'injustice, dont l'abus et la corruption, comme facteurs motivant leur adhésion aux groupes armés anti-gouvernementaux.** De nombreux jeunes membres de groupes armés ont décrit des injustices perpétrées par le gouvernement et les acteurs de la sécurité. Certains jeunes ont cité des agressions directes par l'armée contre leur communauté et d'autres ont dit avoir été victimes de corruption. Par exemple, les principaux problèmes à Mopti par rapport à l'injustice viennent d'une perception de longue date que les populations pastorales, principalement Peulhs, se font extorquer. Un jeune homme de Mopti a dit: "Nous évitons les autorités parce qu'elles demandent de l'argent...surtout quand on est Peulhs".
- › **Certains jeunes, à la recherche d'une stabilité à long terme, voient les groupes armés comme un tremplin pour rejoindre l'armée et ainsi obtenir un emploi stable.** Bien que peu de jeunes

citent les incitations financières, à court terme, comme raison d'adhésion aux groupes armés, un nombre plus important, composé principalement de membres de groupes pro-gouvernementaux, a parlé de leur volonté de rejoindre l'armée. Ces jeunes citent le besoin d'une stabilité économique à long terme et d'une meilleure position sociale comme facteurs qui les ont poussés à rejoindre un groupe armé.

- › **De nombreux jeunes membres de groupes violents et non-violents ont de grandes mais fragiles attentes en ce qui concerne le processus de paix.** Certains jeunes ont exprimé l'espoir que le processus permettrait d'améliorer la sécurité tandis que d'autres espèrent bénéficier des dispositions du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Cependant, les progrès sont lents et des échecs précédents rendent quelques jeunes plus sceptiques quant à l'efficacité du processus de réconciliation. Un jeune homme d'un groupe pro-gouvernemental à Gao a déclaré: "L'accord est bon pour le Mali s'il est appliqué en noir et blanc, comme il est écrit dans le document. Sinon, ce sera le début et non la fin du conflit". D'autres jeunes, notamment ceux de la région de Mopti qui n'ont pas été pris en compte lors de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, s'inquiètent de leur exclusion ainsi que de celle de leur communauté du processus de paix.

Recommandations

Sur la base de ces constats, nous proposons au gouvernement, aux bailleurs et aux acteurs de la société civile les recommandations suivantes qui permettront de poser les bases d'une sécurité durable.

1. **Investir davantage sur la prévention de la violence et le renforcement des mécanismes de protection au niveau communautaire, plutôt que de chercher à identifier et cibler de manière spécifique les jeunes "à risque"**. Notre étude n'a pas permis de mettre en évidence que certains jeunes courent un risque plus élevé que d'autres quand il s'agit de participation à la violence. En fait, de nombreux jeunes décrivent les liens profonds qu'ils ont avec d'autres personnes dans leur communauté. Par conséquent, les interventions du gouvernement et de la société civile doivent s'orienter vers une approche communautaire holistique pour prévenir de nouvelles violences. Les professionnels de la prévention de la violence devront identifier et prendre en compte les facteurs de risque au niveau de la communauté, puis élaborer des interventions reconnaissant la forte influence du soutien communautaire à l'acceptation ou au rejet des groupes armés.
2. **Mettre en place des démarches inclusives et collaboratives pour s'assurer que le processus de paix et de réconciliation est transparent et réactif aux besoins des différentes communautés.** La réussite du processus de paix et de réconciliation dépendra, en partie, de sa capacité à répondre aux attentes des jeunes, mais aussi de l'inclusion ou l'exclusion de certains groupes et régions au processus. Les fonctionnaires et acteurs multilatéraux chargés de la mise en œuvre du processus de paix et de réconciliation devront s'adapter à l'évolution des dynamiques et veiller à ce que les différents clans et groupes ethniques, ainsi que les groupes armés n'appartenant pas aux groupes signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, soient pris en compte dans la planification. Les acteurs de la société civile et du gouvernement devront faciliter les échanges dans les zones touchées par le conflit et sensibiliser les populations au sujet des dispositions de l'Accord en vue d'identifier et atténuer les facteurs de risque liés au processus de paix et de réconciliation.
3. **Élaborer des plans de sécurité au niveau communautaire qui présentent la transition des groupes armés non gouvernementaux à une gestion de la sécurité dirigée par les forces étatiques.** En raison du soutien généralisé que les communautés offrent à de nombreux groupes armés non étatiques, les approches autoritaires et répressives à la sécurité et aux mesures de contre-insurrection utilisées par les militaires maliens auront certainement un effet inverse à l'objectif escompté et ne feront

qu'augmenter le soutien aux groupes armés. Il faut prendre en compte les préoccupations réelles des communautés et leur sentiment de frustration face aux injustices militaires et y répondre de façon juste et équitable, au risque que les initiatives de développement et de réduction de la violence ne prennent jamais racine. Les acteurs de la sécurité du gouvernement devront collaborer avec les communautés touchées par le conflit pour améliorer la transparence et élaborer des plans qui assureront la transition pacifique des jeunes intégrés dans les groupes armés vers la non-violence. Cela contribuera également à faire progresser la réforme du secteur de la sécurité au niveau national et assurer un retour de l'ordre à long terme.

4. **Faciliter l'amélioration de la gouvernance locale par une meilleure prestation de services et une prise de décision communauté/gouvernement inclusive.** Comme les perceptions d'exclusion ont contribué au soutien des groupes armés par la communauté, l'amélioration des démarches et des résultats de gouvernance doit devenir une priorité clé du gouvernement et des acteurs de la société civile locale et internationale. Toutefois, la fourniture de services n'est pas de nature à réduire à elle seule les griefs et nécessite une prise de décision plus responsable et inclusive. Le gouvernement devra intégrer la rétroaction de la communauté, et donc des jeunes, dans la stratégie de développement des régions du Nord et du Centre. Au fur et à mesure que les fonctionnaires locaux reprennent leurs postes dans ces régions, ils devront collaborer avec les leaders communautaires pour créer des mécanismes de rétroaction et de redevabilité formels permettant de recueillir les avis de groupes sociaux représentatifs et d'identifier les services les mieux à même de répondre aux besoins des communautés.
5. **Identifier et faciliter les opportunités permettant aux jeunes d'améliorer leur situation sociale sans s'engager dans des groupes armés.** Nos résultats indiquent que les jeunes ont besoin de moyens, non-violents, pour améliorer leur position sociale et être reconnus dans leurs communautés. Pour certains jeunes, notamment ceux qui adhèrent aux groupes de la Plateforme et qui ont cité leur désir de rejoindre l'armée, la possibilité de trouver un emploi valorisant, stable et axé sur la demande peut améliorer à la fois leurs options à long terme et leurs ambitions au-delà du service militaire ou d'un emploi dans la fonction publique. Pour la plupart des jeunes que nous avons interrogés, la participation à des activités civiques ou à des groupes de plaidoyer peut promouvoir ce sentiment d'être reconnu et permettre de renforcer les capacités des jeunes à résoudre leurs griefs eux-mêmes, tant que la formation de ces groupes est accompagnée par de réels changements de la part du gouvernement dans la prestation des services, changements faits de façon inclusive avec la communauté.

REMERCIEMENTS

Mercy Corps est reconnaissant à Humanity United pour son soutien généreux pour cette recherche. Ce rapport a été rédigé par: Lisa Inks, Annalies Veldmeijer et Abdoul Kassim Ibrahim Fomba. Nous sommes reconnaissants aux chercheurs de Think Peace: Boubou Diallo, Imrane Ag Kalil, Abba Kassambara, LaLaissa Abdoulaye Maïga, Rahama Nantoumé, Adama Ouologuem, Sira Sissoko et Ismaila Traoré, ainsi que le traducteur: Seydou Kone. Un remerciement particulier à l'équipe de Mercy Corps: à Allison Huggins, Directrice Pays Mali, Justin Colvard, Directrice Adjointe du Mali, et Rebecca Wolfe, Directrice Paix et Conflit, qui ont guidé cette recherche. Nous sommes reconnaissants à nos autres vérificateurs et intermédiaires, dont Allison Chandler, Beza Tesfaye, Matt Streng, Allison Shean, Tara Noronha, Jon Kurtz, Alliou Traore et John Jordan.

Avant-propos

Le Conflit Au Mali: Une Crise Croissante

Depuis 2012, le Mali subit un conflit violent qui bouleverse les communautés, déplace des centaines de milliers de personnes et a fait des milliers de morts.^{1,2,3} Malgré la signature d'un accord pour la paix et la réconciliation en 2015, la situation sécuritaire continue de se détériorer, avec l'enregistrement en mars 2017 du plus grand nombre d'incidents violents de ces quatre dernières années.^{4,5} L'espoir d'une paix durable est particulièrement fragile parmi les jeunes, dont un grand nombre d'entre eux ont ressenti le désir d'adhérer à une faction ou une autre pour survivre.

La crise qui se déroule actuellement au Mali est ancrée dans d'anciennes tensions entre les groupes du Nord du pays (tensions ethniques ou d'identité de clan pour la plupart) et le gouvernement, situé dans la partie Sud. Au cœur de cette division: un mouvement séparatiste dirigé principalement par une faction de Touaregs, un groupe ethnique du Sahel et d'Afrique du Nord. Des révoltes précédentes avaient échoué, mais en 2012 le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), dirigé par cette faction touarègue, s'est joint aux groupes extrémistes islamistes Ansar Dine, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et ensemble, ces groupes se sont emparés de grandes étendues du Nord du Mali. Cette réussite est attribuée en partie à la grande quantité d'armes que les Touaregs ont ramené de la Libye après avoir combattu au nom du Colonel Kadhafi.⁶ Peu de temps après, une faction de l'armée, frustrée par l'incapacité du gouvernement à garder la maîtrise du Nord du pays, a monté un coup d'Etat à Bamako qui n'a fait qu'empirer la crise. La crise persiste à ce jour, malgré les élections démocratiques et la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (Accord d'Alger) en 2015, et la présence de forces françaises et internationales, qui en 2013 ont repris plusieurs villes du Nord au nom du gouvernement malien. C'est un tissu de conflits dont la liste et le profil des acteurs deviennent de plus en plus compliqués.⁷

La plus grande partie du conflit tient de la perception de la part des groupes armés du Nord que le gouvernement est inefficace. Cependant, d'autres éléments viennent compliquer cette dynamique de base,⁸ notamment les courses au pouvoir entre différents clans et groupes (fomentées dans certains cas par le gouvernement à Bamako) qui sèment la discorde et la division dans le Nord du pays.⁹ En 2012 et en 2013, lorsque l'offensive menée par le MNLA s'est propagée à travers les régions de Tombouctou, Kidal et Gao, les communautés se sont rapidement armées contre les autres groupes armés, entamant un cycle mortel de violence politique et d'autoprotection, organisé principalement en fonction des divisions ethniques.^{10,11} Depuis, la violence s'est propagée au-delà du

- 1 Organisation internationale pour les migrations. (2017, mai). Mali: Matrice OIM de suivi des déplacements. Source: https://mali.iom.int/sites/default/files/DTM_Reports/DTM_Mai_2017.pdf
- 2 UNHCR, l'agence des Nations-Unies pour les réfugiés. (Mars 2017.) La situation au Mali: mise à jour régionale du HCR. Tiré de: <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/55247>.
- 3 Project Ploughshares (2015) Mali (2012 – premiers décès dus au combats). Source http://ploughshares.ca/pl_armedconflict/mali-2012-first-combat-deaths/#Décès.
- 4 Armed Conflict Location & Event Data Project, (2017) MALI, YEAR 2016: Update on incidents according to the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Tiré de https://www.ecoi.net/file_upload/5250_1486725784_2016ymali-en.pdf
- 5 Depuis le début des conflits en 2013, le mois avec le nombre d'incidents le plus élevé fut le mois de mars 2017. Source: Armed Conflict Location & Event Data Project. (11 avril 2017) Mali: mise à jour de mars 2017. Tiré de <http://www.crisis.acleddata.com/mali-march-2017-update/>
- 6 Chauzal, G., & van Damme, T. (2015). The roots of Mali's conflict: Moving beyond the 2012 crisis. La Haye: Netherlands Institute of International Relations de Clingendael.
- 7 Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). (2015) Mali Peace Accord: Actors, issues, and their representation. Tiré de: <https://www.sipri.org/node/385>
- 8 Les chercheurs affirment que la pauvreté, le manque de ressources et le manque de services publics sont à l'origine de l'insurrection touarègue dans le Nord, et que le manque d'efforts de rétablissement dans le Nord ne fait qu'envenimer cette perception d'inégalité. Source: Agbiboa, D. E. (2015). "Youth as Tactical Agents of Peacebuilding and Development in the Sahel." *Journal of Peacebuilding & Development*, 2014(4), 38.
- 9 Chauzal, G., & van Damme, T. (2015). The roots of Mali's conflict: Moving beyond the 2012 crisis. La Haye: Netherlands Institute of International Relations de Clingendael.
- 10 Ces conflits sectaires comprennent notamment la rivalité intra-touarègue entre le MNLA (anti-gouvernemental), dirigé par le clan Ifoghas, et le groupe armé GATIA (pro-gouvernemental) dirigé pour sa part par le clan Imghad. McGregor, A. (2015). "GATIA: A Profile of Northern Mali's Pro-Government Tuareg and Arab Militia". Source: <https://jamestown.org/program/gatia-a-profile-of-northern-malis-pro-government-tuareg-and-arab-militia/>.
- 11 Parmi les autres groupes armés nés de la polarisation ethnique nous comptons le MAA (Mouvement arabe de l'Azawad), le Ganda Izo (milice peulh), et le Ganda Koyi (milice songhai), chaque groupe ayant son propre plan politique. Welsh, M.Y. (17 mai 2013). "Making sense of Mali's armed groups". Al Jazeera. Source: <http://www.aljazeera.com/indepth/features/2013/01/20131139522812326.html>

Nord vers de nouvelles régions, y compris dans la région de Mopti située au cœur du Mali. Bien que les griefs en matière de gouvernance sont des revendications entendues depuis des décennies dans les régions du Nord, une récente dégradation des niveaux de gouvernance à Mopti et la perception parmi les Peulhs d'un traitement injuste, ont permis aux extrémistes violents, particulièrement la Katiba du Macina (connu aussi sous le nom de Front de Libération du Macina), de s'enraciner.¹² L'incapacité du gouvernement en ce qui concerne le maintien de l'ordre et la résolution des conflits communautaires, ainsi que l'impunité grandissante quand il s'agit d'actes violents, ont poussé de nombreux acteurs de ces régions déchirées par les conflits à demander sécurité et justice auprès des acteurs non étatiques.^{13,14} La prolifération des groupes armés et la flambée et la propagation de la violence (y compris de la criminalité) au cours des dernières années a fini par normaliser les actes de violence dans les régions Centre et Nord du Mali.¹⁵

L'Accord d'Alger prévoit une plus forte autonomie du Nord et comprend un plan de décentralisation qui diviserait en 19 les 8 régions actuelles du Mali, qui augmenterait de façon importante les budgets des gouvernements locaux, et qui intégrerait certains groupes armés aux fonctions publiques et aux forces armées maliennes (Forces armées et de sécurité du Mali, ou FAMA en sigle).^{16,17} Bien que les objectifs et les alliances soient en flux plus ou moins constant, les groupes armés tombent dans l'une ou l'autre de quatre catégories principales: 1) Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA): coalition de groupes ou mouvements armés, ayant des intérêts communs, notamment tels que l'autodétermination, le contrôle et influence territoriale; 2) la Plateforme des mouvements d'autodéfense, une alliance de divers groupes armés pro-gouvernementaux; 3) les organisations extrémistes violents (OEV); et 4) les autres, principalement de petits groupes d'autodéfense ou ceux qui ne s'alignent pas avec les objectifs de la CMA ou de la Plateforme. Si de nombreux groupes au sein de la CMA et de la plate-forme se sont fait promettre certaines dispositions dans le cadre du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) de l'Accord d'Alger, ainsi qu'une influence plus importante dans la prise de décision au niveau du gouvernement régional et national, par contre, les OEV et les groupes indépendants n'ont pas participé aux négociations et ne bénéficieront donc pas des dispositions de l'Accord. Le processus de paix a également exclu le Mali du Centre car la région était en situation moins volatile lors de la signature de l'Accord. La mesure dans laquelle le gouvernement et les autres parties prenantes mettront en œuvre ce processus de façon efficace et inclusive aura un impact significatif sur les perspectives de paix du Mali.

Les Jeunes: Au Cœur du Conflit et de la Paix

Puisque plus des deux tiers des 18 millions d'habitants du Mali sont âgés de moins de 24 ans, les jeunes sont essentiels à la réalisation d'une paix réelle, mais cette population en croissance se voit confrontée à d'énormes obstacles.¹⁸ Les taux d'alphabétisation chez les adolescents et les jeunes âgés de 15 à 24 ans est de 39 % parmi les filles et femmes et de 56 % pour les garçons et les hommes.¹⁹ Beaucoup n'ont pas d'accès à l'éducation, et même ceux qui peuvent y accéder quittent le système sans avoir obtenu les compétences et les connaissances nécessaires pour trouver un emploi qui répond aux attentes de leurs familles.²⁰ Une étude de 2013 sur l'emploi

12 Le groupe katiba du Macina est aussi appelé le Front de libération du Macina (FLM) ou groupe d'Amadou Kouffa.

13 Sangare, B. (20 mai 2016). "Le Centre du Mali: épice de djihadisme?" Note d'Analyse du GRIP. Source: <http://www.grip.org/fr/node/2008>

14 International Alert. (Décembre 2016). "They treat us all like jihadis: Looking beyond violent extremism to building peace in Mali". Source: http://www.international-alert.org/sites/default/files/Mali_TheyTreatUsAllLikeJihadis_EN_2016.pdf

15 International Alert. (Décembre 2016). "They treat us all like jihadis: Looking beyond violent extremism to building peace in Mali". Source: http://www.international-alert.org/sites/default/files/Mali_TheyTreatUsAllLikeJihadis_EN_2016.pdf

16 Berbach, M.L., Graziosi, G.R., Sow, M., & Taiclet, B. (23 décembre 2015). "Decentralization: The fiscal side of the peace agreement in Northern Mali". Blog de gestion des finances publiques du FMI. Source: <http://blog-pfm.imf.org/pfmblog/2015/12/decentralization-the-fiscal-side-of-the-peace-agreement-in-northern-mali.html>

17 Le SIPRI. (2015) Mali Peace Accord: Actors, issues, and their representation. Extrait de <https://www.sipri.org/node/385>

18 Banque Mondiale. (2017) "CIA World Factbook: Mali". Source: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ml.html>

19 Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). (2015) Statistiques: Mali. Source: https://www.unicef.org/infobycountry/mali_statistics.html

20 Arnaud, C. (mars 2017). "Jeunesses sahéliennes: dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion". Paris: Agence française de développement. Source: <http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/Notes%20techniques/15-notes-techniques.pdf>

des jeunes maliens a constaté que les attentes des jeunes par rapport aux possibilités d'emploi étaient plus élevées que ce que la réalité leurs pouvait offrir.²¹ Leurs progrès sont encore plus entravés par le caractère fortement hiérarchique des communautés maliennes, dans lesquelles les hommes plus âgés provenant des groupes ethniques dites dominantes, déterminent en le contrat social ainsi que les décisions pour tous les jeunes (filles et garçons).²²

Malgré ces défis, les jeunes sont néanmoins la plus grande source d'espoir pour l'avenir du Mali. Bien qu'un bon nombre d'entre eux aillent rejoindre les rangs des groupes armés, encore plus de jeunes choisissent la non-violence. Toute résolution à long terme des conflits au Mali aura besoin de comprendre et d'agir non seulement sur les facteurs qui poussent à la violence, mais aussi ceux qui permettent aux jeunes de refuser la violence, malgré tous les obstacles à leur égard.

Questions de Recherche

Trois principales questions orientent ces recherches:

1. Quels facteurs contribuent à la participation des jeunes à la violence au Mali du Nord et du Centre?
2. Quels sont les facteurs qui permettent aux jeunes d'éviter de participer à la violence?
3. Quels facteurs aident les jeunes à soutenir les processus de paix?

À l'aide d'un ensemble important de documents concernant les facteurs du conflit au Mali, nous avons cherché à identifier les voies qui mènent les jeunes hommes et femmes à rejoindre les groupes armés. Nous avons parlé directement à des jeunes provenant de groupes armés aussi nombreux que possible, qu'ils soient pro-gouvernementaux, anti-gouvernementaux, extrémistes violents et indépendants.²³ Nous avons cherché à comprendre les points communs qui pourraient éventuellement lier ces jeunes provenant de groupes distincts et aux buts distincts, et quels facteurs-clés pourraient les rendre différents les uns des autres.²⁴

Nous avons également voulu comprendre les facteurs qui influencent les jeunes à résister et à ne pas rejoindre les groupes armés, même dans cet environnement d'insécurité générale. Ces recherches aboutissent à une série de recommandations à l'attention des décideurs politiques, des bailleurs et des organisations de la société civile, recommandations qui permettraient d'augmenter la probabilité de réussite du processus de paix par le biais d'investissements visant à décourager, à court et à long terme, la participation des jeunes à la violence.



Oumar Saoudien/Think Peace

21 Dognon, I., Cissé, M.G., Bello, L., Koné, B., Touré, S., Langevang, T., & Gregersen, C. (2013), L'entrepreneuriat jeune au Mali—Études de cas: Bamako, Ségou, Konobougou et Niono. Bamako: Université de Bamako. Source [http://research.cbs.dk/en/publications/lentrepreneuriat-jeune-au-mali--etude-de-cas\(3a256ad8-b01e-4755-9809-e5f7d345e617\).html](http://research.cbs.dk/en/publications/lentrepreneuriat-jeune-au-mali--etude-de-cas(3a256ad8-b01e-4755-9809-e5f7d345e617).html)

22 Agbiboa. Daniel Egbiegba. 2015. "Youth as Tactical Agents of Peacebuilding and Development in the Sahel". Journal of Peacebuilding & Development, Vol. 10, No. 3.

23 Bien qu'au cours des dernières années certains groupes armés ont changé de nom, d'affiliation, d'objet principal ou de composition, nous avons choisi d'utiliser les descriptions des groupes utilisées par les jeunes qui ont participé à nos recherches.

24 La variabilité entre les acteurs du conflit est soulignée ici: International Alert. (Déc. 2016). "They treat us all like jihadis: Looking beyond violent extremism to building peace in Mali". Source: http://www.international-alert.org/sites/default/files/Mali_TheyTreatUsAllLikeJihadis_EN_2016.pdf

Méthodologie

Pour répondre aux questions énoncées ci-dessus, Mercy Corps et Think Peace ont élaboré un protocole d'étude qualitatif et des guides d'entretien avec des informateurs clés (EIC), conçus pour les jeunes membres de groupes armés, les jeunes non violents et les leaders communautaires. Nos chercheurs ont également développé un ensemble d'outils de collecte de données visant à explorer l'influence sociale autour de la violence. Cette approche emprunte des éléments de l'outil de génogramme conçu à l'origine pour la santé publique, adapté à notre contexte de prévention de la violence. Il se compose d'un questionnaire qui cherche à déterminer les personnes influentes dans les décisions des jeunes sur les thèmes autour de la violence, ainsi qu'un guide d'entretien pour les membres de la famille ou les amis identifiés comme étant des influenceurs clés.

À l'aide de ces guides, l'équipe de recherche de Think Peace a mené des entretiens approfondis entre janvier et avril 2017 dans les régions de Gao, Mopti et Tombouctou (cf. la figure 1 pour les sites d'étude spécifiques au sein de ces régions). Les chercheurs ont utilisé la technique "boule de neige" pour identifier les participants, commençant par les contacts directs d'un participant et demandant aux personnes interrogées de proposer de nouveaux participants. Dans 34 villes et villages, l'équipe a atteint 71 individus (principalement des jeunes) qui se sont identifiés comme membres actuels ou anciens de groupes armés, ainsi que 53 personnes qui n'ont pas rejoint de groupe armé et 25 leaders communautaires. Trois équipes de chercheurs et chercheuses ont conduit des interviews en langue locale, à l'aide d'un guide d'entretien semi-structuré. Aucun nom n'a été enregistré afin de protéger l'identité des personnes interrogées. Les chercheurs ont organisé et analysé les données quantitatives à l'aide d'une feuille de calcul Excel, comparant les réponses et codant les données afin de discerner les tendances ainsi que les valeurs aberrantes. Notre équipe a présenté les constatations clés aux leaders communautaires, aux représentants du gouvernement et aux membres de la société civile dans chacune des trois régions et à Bamako, pour recueillir les commentaires et améliorer notre capacité à interpréter les données.

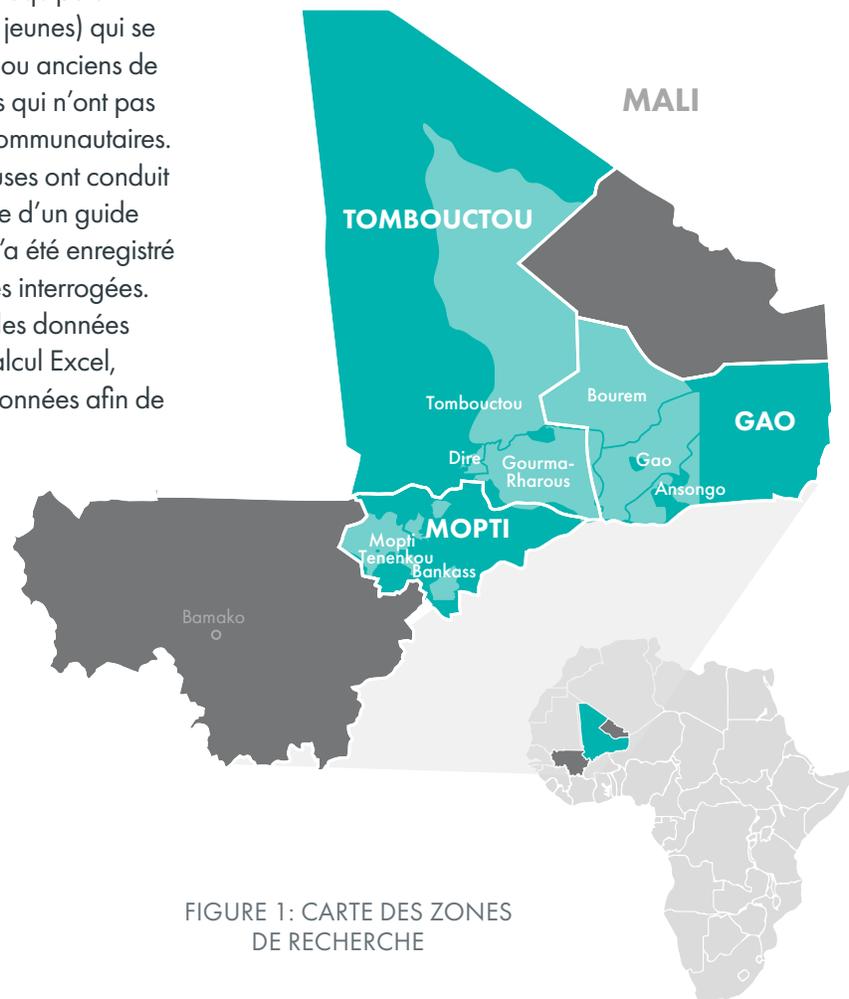


FIGURE 1: CARTE DES ZONES DE RECHERCHE

Le tableau ci-dessous présente les groupes armés (répartis en fonction des quatre catégories nommées ci-dessus) indiqués par les participants à l'étude comme étant actifs dans la région. Tous les groupes armés énumérés ci-dessous, à l'exception de ceux en italique, sont représentés dans notre échantillon.²⁵

TABLEAU 1: GROUPES ARMÉS ACTIVES DANS LES SITES DE RECHERCHE

PLATEFORME: 32 répondants	CMA: 12 répondants	OEV: 13 répondants	AUTRES: 14 répondants
<ul style="list-style-type: none"> Forces de libération des régions nord du Mali (FLN) Ganda Izo Ganda Koyi Ganda Lassa Izo Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance 1 (CMFPR1) Gatia MAA (<i>dissidents</i>) MPSA 	<ul style="list-style-type: none"> Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance 2 (CMFPR2)* Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) Mouvement national de Libération de l'Azawad (MNLA) <i>Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA)</i> CPA 	<ul style="list-style-type: none"> Katiba du Macina** Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO)*** Ansar Dine/Suna** <i>Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQIM)**</i> <i>Al Mourabitoun**</i> 	<ul style="list-style-type: none"> CJA Brigade Petits groupes d'auto-défense Groupes organisés de conflit intercommunautaire CMFPR3
<p>Mécanisme opérationnel de coordination (MOC) qui comprend des patrouilles mixtes</p>			

*Le CMFPR2 s'est récemment séparé de la CMA mais est encore inclus dans le MOC.

**En avril 2017, plusieurs de ces groupes ont formé une coalition appelée la Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mousslimin (Groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans ou JNIM).²⁶

***Le MUJAO n'est plus considéré d'être un groupe actif.

La majorité des personnes interrogées sont des jeunes âgés de 18 à 35 ans. Notre échantillon a compris quelques adultes de plus de 35 ans, avec des individus qui se sont dit jeunes lorsqu'ils ont rejoint les groupes armés, et d'autres qui se considèrent encore comme étant jeunes. L'échantillon conserve ceux qui s'identifient comme étant jeunes car, la définition des termes "jeune" ou "jeunesse" du gouvernement malien restent assez large.²⁷ Une rapide synthèse des personnes interrogées:

25 Veuillez noter que ce tableau ne prétend pas inclure tous les groupes armés présents dans les régions aujourd'hui ou depuis le début de la crise en 2012.

26 Institut d'études de sécurité (ISS) Afrique. (10 avril 2017) "Nouvelle alliance "djihadiste" au Mali: acte de désespoir ou véritable danger ?" ISS Alerte paix et sécurité. Source: <https://issafrika.org/fr-staging/iss-today/nouvelle-alliance-djihadiste-au-mali-acte-de-desespoir-ou-veritable-danger>

27 Le gouvernement malien ne semble pas avoir de définition stricte de la 'jeunesse' où l'âge joue un rôle déterminant: certaines initiatives ciblant les jeunes comprennent les 'jeunes' de 15 à 40 ans tandis que d'autres ciblent les 'jeunes' de 10 à 35 ans. Cf. Youth Policy (11 juin 2014) Définition de la jeunesse Youth Policy. Source: <http://www.youthpolicy.org/factsheets/country/mali/>. Par souci éthique, cette étude n'a pas compris les jeunes de moins de 18 ans.

TABLEAU 2. CARACTÉRISTIQUES DES RÉPONDANTS

	MEMBRES DE GROUPES ARMÉS (TOTAL 71)	PERSONNES N'ÉTANT PAS MEMBRES DE GROUPES ARMÉS (TOTAL 53)	LEADERS COMMUNAUTAIRES (TOTAL 25)
Membres Actuels	56	-	-
Ancien membres	15	-	-
Hommes	65	40	17
Femmes	6	13	8
Régions:			
Gao	32	12	12
Mopti	17	19	6
Tombouctou	22	22	7
Age médian au moment de l'entretien:	28 ²⁸	30	-
18 - 25	21	9	-
26 - 35	40	35	-
36+	9	9	-
Groupe ethnique:			
Songhai	32	16	14
Touareg	13	9	1
Peulh	7	6	3
Bambara	5	4	-
Arabe	4	1	-
Bella	4	4	2
Dogon	2	3	1
Bozo	-	5	-
Mandinka	1	2	-
Autre	2	3	3
Inconnu	1	-	1

28 Age inconnu pour une personne.

Limites

Parce que cette étude est fondée sur des données qualitatives provenant de participants sélectionnés par le biais d'une méthode non aléatoire, les conclusions ne peuvent s'appliquer à tous les membres de groupes armés ou à tous les jeunes non violents. Pour appuyer l'analyse et protéger l'identité des participants, nous avons ventilé les personnes interrogées en fonction des quatre catégories de groupes armés présentées ci-dessus, bien que l'évolution constante des objectifs et des alliances rende difficile l'examen d'une seule catégorie sans référence aux autres. En outre, les jeunes décrivent des niveaux différents d'implication, tels que vivre quotidienne dans les campements du groupe armé et se battre à son nom ou offrir des services de renseignements de manière sporadique. Nous ne sommes pas en mesure d'analyser les réponses en fonction des niveaux de support ou de participation à la violence, car la ligne qui distingue les raisons justifiant la participation ou non à la violence reste floue. Malgré la composition mixte de l'équipe de recherche, nous n'avons pu interroger que quelques femmes, et atteint peu de femmes membres de groupes armés. Les jeunes femmes représentent une part nettement plus petite des groupes armés que les hommes. Celles qui y participent se sont montrées moins prêtes à parler, car elles risquent davantage d'être stigmatisées par la communauté.

Des problèmes de sécurité et d'accès ont empêché l'équipe d'accéder à certaines communautés, créant une partialité inhérente dans l'échantillon. Les personnes vivant dans des communautés sous le contrôle strict de certains groupes, et donc fermées aux visiteurs, auraient probablement offert des points de vue différents sur les thèmes explorés dans le cadre de l'étude. À Mopti, en particulier, des participants ont exprimé des doutes quant aux buts de l'étude et dit craindre des représailles de la part de groupes armés. En raison des problèmes de sécurité, les répondants faisant partie d'OEV ont été particulièrement limités et se sont souvent identifiés comme d'anciens membres du MUJAO.

Dans la plupart des cas, les chercheurs n'ont pu parler qu'à quelques jeunes dans une ville ou un village avant que l'effet de boule de neige ne s'épuise; ils ont rarement eu l'occasion de parler à des jeunes violents et non violents provenant de la même communauté, ce qui a rendu plus difficile la triangulation des résultats pour cerner les caractéristiques de la communauté. En outre, étant donné la sensibilité du sujet, les répondants peuvent avoir manqué de candeur par rapport à leurs perspectives ou à leur participation aux différentes activités.

Constatations Principales

Les résultats suivants décrivent les facteurs clés qui influencent la participation et la non-participation des jeunes à la violence. Beaucoup de jeunes disent que plusieurs facteurs ont influencé leur participation à des groupes armés, révélant une dynamique complexe entre facteurs systémiques et communautaires et la prise de décision individuelle.

Le soutien communautaire aux groupes armés incite les jeunes à s'engager dans la violence par un sens du devoir ou un désir de se faire respecter.

Bien que les chercheurs aient voulu savoir pourquoi les jeunes hommes et femmes participent ou non à la violence organisée, les données indiquent que cette façon de poser la question détourne l'attention d'une composante fondamentale de la dynamique du conflit au Mali: le rôle de la communauté. Au départ, nous cherchions à identifier les facteurs protecteurs qui rendent les jeunes plus 'résilients' ou résistants face au recrutement par les groupes armés, en comparaison avec les jeunes qui sont plus vulnérables en ce qui concerne la participation à la violence. Mais nos recherches ont démontré que ces termes ne caractérisent pas adéquatement la jeunesse dans le contexte malien. De nombreux jeunes qui ont participé à des groupes armés sont motivés par un sentiment de connexion et de respect envers leur communauté, des éléments qui ne sont généralement pas un

indice traditionnel de vulnérabilité. Nous avons donc décidé d'éviter les termes 'résilience' ou 'vulnérabilité'. Seuls quelques jeunes n'ont pas fait mention de l'aide ou du service à la communauté en parlant des raisons pour lesquelles ils ont rejoint un groupe armé. Nous avons trouvé bien plus de preuves d'une motivation communautaire pour le soutien aux groupes armés que de motivations purement individuelles ou personnelles. Ces observations ont fait évoluer l'orientation de la recherche, qui est passée de la simple question "Pourquoi les jeunes participent-ils ou non à la violence ?" à une interrogation plus complexe: "Comment l'attitude de la communauté envers les groupes armés (soutien ou rejet) influence-t-elle la décision des jeunes de rejoindre ces groupes?"

Dans les communautés qui se caractérisent par un appui général à des groupes armés et par une insécurité généralisée, la participation des jeunes à la violence est considérée comme étant ni anormale ni déviationniste. Les entretiens ont montré clairement que l'attitude d'une communauté envers un groupe armé (ou la solidité de ses relations avec ce groupe) conditionne les bases sur lesquelles la participation des jeunes à la violence devient acceptable ou même souhaitable. Une majorité de jeunes membres des groupes armés ont dit que leur communauté appuie ces groupes et partagent certaines valeurs avec eux (y compris la Plateforme, la CMA, les OEV). L'un des jeunes hommes faisant partie d'un groupe de la CMA à Tombouctou a dit: "La communauté arabe partage les valeurs arabo-islamiques du groupe. Les leaders sont de notre côté et sont contre le gouvernement; un gouvernement qui ne répond pas aux attentes de la population". Plusieurs anciens membres du MUJAO, une OEV, ont aussi dit que leur communauté soutien le groupe, dont un jeune homme originaire de Gao qui a dit, "[Les dirigeants du groupe] ont prié avec nos parents et, à mon avis, ils partagent les mêmes valeurs". Dans certains cas, les groupes armés et les communautés sont considérés comme un seul et même organisme. Un jeune homme d'un groupe de la Plateforme à Gao a déclaré: "La communauté montre qu'elle partage nos valeurs car elle nous soutient dans notre action, même le chef du village [...] est un membre important de notre groupe". Certains jeunes membres de groupes armés ont déclaré que les communautés leur ont fourni de la nourriture et d'autres articles pour soutenir leurs actions en signe de solidarité entre les communautés et les groupes armés.

Presqu'aucun(e) participant(e) interrogé(e) n'a décrit avoir été contraint(e) à rejoindre un groupe armé ou non, décrivant plutôt une culture communautaire qui décourage un comportement non normatif.²⁹ Comme l'a dit un jeune homme membre d'un groupe de la Plateforme à Tombouctou: "Les personnes âgées s'occupent d'abord de la prise de décision et ensuite ils nous disent ce qui a été décidé. Ils pensent que nous sommes des enfants et que nous devons être à l'écoute de nos aînés". Les jeunes ont décrit des environnements communautaires qui refusent que les jeunes remettent en question les décisions des autorités. Par exemple, ce jeune homme d'un groupe de la Plateforme à Tombouctou a dit: "Quand une décision est prise la communauté entière doit obéir, par respect des

Qu'est-Ce Que la "Communauté" Signifie Pour les Jeunes?

Le sens du terme "communauté" dans le cadre du Mali du Nord et du Centre varie considérablement d'un participant à l'autre. Certains jeunes voient leur communauté en termes géographiques, avec l'unité d'organisation autour de la hiérarchie des chefs traditionnels. D'autres voient leur communauté en termes d'ethnie ou de clan et se sont battus au nom du groupe d'identité au sens plus large. D'autres encore voient leur communauté en termes de réseaux sociaux, de leurs proches, de leur famille.

29 Ces constatations reprennent celles de Gilligan, Khadka et Samii, qui ont constaté que les incitations sociales sont plus puissantes que les incitations matérielles en ce qui concerne l'adhésion individuelle aux groupes armés, notamment pour les groupes armés non étatiques (par rapport aux groupes armés étatiques). Tiré de Gilligan, M.J., Khadka, P.B., & Samii, C. (2017). "Social Incentives in State and Non-State Armed Groups". (Document de réflexion).

anciens et pour le bien du village”. Comme le dit un proverbe de Bambara, “Une poule ne donne pas de mauvaises graines à son poussin”.

Renforçant l’autorité des décisions des leaders communautaires, les jeunes parlent de répercussions sociales importantes quand les décisions de ces leaders sont défiées. Un jeune homme d’une OEV à Gao décrit ce qui se passerait s’il lui arrivait de décevoir ou contrarier sa communauté: “Je serai maudit, ainsi que mes enfants”. Fondamentalement, les pressions sociales, même sans la menace directe de punition, exercent une influence puissante sur la prise de décision des jeunes.³⁰ Un jeune homme d’un groupe de la Plateforme à Gao a dit: “Je m’inquiète de ce que la communauté pense de moi, car sans elle je ne suis rien”.

Comme nous le voyons à la figure 2, les jeunes rejoignent les groupes armés pour des raisons différentes mais interdépendantes.³¹ Un grand nombre d’entre eux rejoint un groupe par un sens de devoir envers la communauté. Comme nous l’avons mentionné ci-dessus, la combinaison de structures de décision hiérarchiques et de répercussions sociales pour ceux qui désobéissent aux leaders renforce le sentiment parmi les jeunes qu’ils sont obligés de rejoindre les groupes armés soutenus par leur communauté. Un jeune homme arabe membre d’un groupe de la CMA à Tombouctou dit: “La participation au groupe est volontaire pour ceux d’autres groupes ethniques qui veulent nous soutenir, mais la jeunesse arabe de la région est consciemment tenue [à rejoindre le groupe]”. D’autres rejoignent un groupe en partie parce que l’adhérence à un groupe armé leur permet de se faire voir et respecter comme des jeunes responsables qui soutiennent leur communauté. Un jeune homme d’un groupe de la Plateforme à Gao a dit: “Je me sens accepté et respecté par ma communauté, car dans mon rôle de leader du groupe je défends les intérêts de ma communauté”. Un autre jeune homme, membre d’un groupe de la CMA à Tombouctou, a déclaré: “Ce qui me motive, c’est le soutien que je reçois de ma communauté parce que je protège les biens et les personnes. N’oubliez pas qu’un homme doit se battre pour sa dignité, son bonheur et ses descendants”. Pour certains jeunes, la ligne entre le devoir et le statut social est floue, et certains jeunes qui se sentent solidaires de leur communauté ont exprimé leur volonté d’aider la communauté tout en se démontrant comme leader.

L’influence de la Famille Peut Pousser les Jeunes Vers les Groupes Armés, ou au Contraire les Encourager à les Éviter.

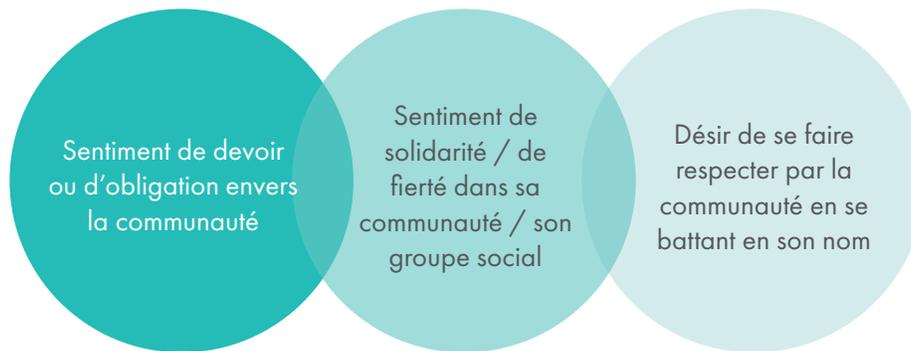
Dans le contexte de pressions sociales au niveau communautaire, la majorité des jeunes membres des groupes armés ont dit avoir un(e) ami(e) ou un membre de la famille dans le même groupe armé. De nombreux répondants ont déclaré que leur décision de rejoindre le groupe a été influencée au moins en partie par ses proches. Pour d’autres jeunes, la décision de ne pas participer à un groupe armé a également été fortement influencée par leurs proches.

L’influence des parents, en particulier, est un facteur important qui contribue à la participation à la violence ou à la non-violence. Beaucoup de jeunes dans les groupes armés disent qu’au moins un de leurs parents a fait partie de ces mêmes groupes armés ou d’un groupe semblable. D’autres décrivent une identité de guerrier qui existe dans leur famille, une identité renforcée par la communauté et qu’ils se sentent obligés de maintenir. Inversement, la grande majorité des jeunes non-violents décrivent des parents qui participent activement à la prise de décision communautaire et aux rencontres sociales, une proportion bien moindre parmi les jeunes dans les groupes armés.

30 Humphreys et Weinstein proposent deux hypothèses qui sont toutes deux plausible dans le contexte malien : les individus sont plus susceptibles de participer à des groupes violents si les membres de la communauté y participent aussi et si leur communauté est caractérisée par de fortes structures sociales. Humphreys, M., & Weinstein, J.W. (Avril 2008) “Who fights? The determinants of participation in civil war” *American Journal of Political Science*, 52(2), 436-455.

31 Ceci confirme d’autres documents attestant que les contributions aux objectifs du groupe sont souvent à la fois personnelles et communautaires, dans le sens que les personnes qui appuient leur groupe peuvent également en tirer une position sociale ou un sentiment d’appartenance. Khalil, J., & Zeuthen, M. (2016). “Countering Violent Extremism and Risk Reduction: A Guide to Program Design and evaluation”. Londres: Royal United Services Institute for Defence and Security Studies. Source: https://rusi.org/sites/default/files/20160608_cve_and_rr.combined.online4.pdf

FIGURE 2: MÉCANISMES QUI INFLUENCENT LES JEUNES À ADHÉRER AUX GROUPES ARMÉS



Pour les communautés qui n'appuient pas les groupes armés, l'influence sociale se traduit en non-violence, soit par le biais de manifestation pacifique soit tout simplement par l'absence de participation à la violence. Pour prendre un exemple, un jeune homme de Gao ne participant pas à un groupe armé nous a dit: "Les différents types de décision sont mis en œuvre par le maire et par les leaders communautaires. Par exemple, lorsque les dirigeants de la communauté organisent une manifestation [pacifique], tous les jeunes viennent y participer". Les mêmes facteurs liés au devoir, à la solidarité et au respect font que les jeunes ne participent pas à la violence si leurs leaders communautaires ne soutiennent pas les groupes armés.

La protection de la communauté est une puissante motivation qui pousse les jeunes à rejoindre les groupes armés.

Les jeunes et les leaders communautaires nous ont décrit une large gamme de menaces qui pèsent sur leur communauté: les forces militaires abusives, les partisans et les groupes armés, les OEV, les membres de groupes violents intercommunautaires, et le banditisme. Un jeune homme d'une OEV à Gao a dit: "Notre communauté n'a ni force de sécurité gouvernementale, ni groupe d'autodéfense. Nous vivons dans l'insécurité et nous devons nous protéger nous-mêmes". Une grande majorité des jeunes membres de groupes armés a déclaré que protéger leur communauté contre les menaces extérieures est l'une des principales raisons de leur adhésion.³² Cependant, les communautés évaluent les menaces auxquelles elles sont confrontées, et créent ou soutiennent ensuite un ou plusieurs groupes armés pour y répondre. Beaucoup de groupes de la Plateforme dont certains existaient avant le conflit, furent formés en réaction aux menaces physiques (criminalité endémique, augmentation de l'activité des groupes CMA et des OEV). Un jeune homme d'un groupe de la Plateforme à Tombouctou décrit comment il cherche à protéger sa communauté, en particulier contre les groupes de la CMA. "Personnellement, je me sens plus en sécurité avec les islamistes parce qu'eux, au moins, n'attaquent pas la population pour s'emparer de leurs biens. Ils attaquent uniquement les symboles de l'État, tandis que les autres groupes armés cherchent à empêcher les gens de s'occuper de leurs affaires". Pour les membres de groupes de la CMA et de certaines OEV, la menace est souvent liée à l'idée que leur groupe social fait l'objet d'agressions (voir la section ci-dessous sur l'exclusion), en plus du besoin de protéger leur communauté ou de se venger contre les abus militaires (voir la section ci-dessous sur l'injustice).

Il n'est pas surprenant que les jeunes qui ont rejoint les groupes armés décrivent plus souvent des attaques contre leur communauté que les jeunes qui ne se sont pas engagés dans la violence. Près de la moitié des jeunes membres de groupes armés disent que leur communauté a subi des attaques par les forces militaires ou par

32 Renforce les conclusions de Théroux-Bénoni, L., Assanvo, W., Maïga, I., Abatan, J.E.A., Ba, F., Gnonsekan, O. ... Tounkara, A. (Août 2016). Jeunes 'djihadistes' au Mali: Guidés par la foi ou par les circonstances ? Institute for Security Studies Source: <https://issafrica.org/uploads/policybrief89-fr-v3.pdf>

d'autres groupes armés. En comparaison, seuls quelques jeunes non-violents déclarent que leur communauté a subi le même genre d'attaque. Les communautés qui ont subi ces violences sont bien plus susceptibles de créer des groupes d'autodéfense que celles qui ne les ont pas vécues. De ce fait, le besoin de protection a créé une course aux armements dans la région.

Bien que la violence ait tendance à reproduire plus de violence (par sa normalisation, ou par le besoin de protection envers sa communauté), les données n'indiquent pas si l'expérience de la violence précède la participation aux groupes armés par les jeunes répondants. Dans le cas des communautés touchées moins directement par la violence, les leaders et les jeunes n'ont aucune raison de former des groupes d'autoprotection.

La perception de l'exclusion communautaire perpétrée par le gouvernement (sur base géographique ou ethnique) encourage l'adhésion aux groupes armés.

La majorité des personnes interrogées dans chaque groupe (membres des groupes armés, jeunes non violents, leaders communautaires) a décrit la défaillance du gouvernement citant le manque de sécurité, de soins de santé adéquats, d'éducation, et d'accès à l'eau comme étant leurs principales sources de frustration. Cette conclusion n'est pas surprenante, vu les liens déjà bien étudiés entre la mauvaise gouvernance et l'instabilité, ainsi que l'utilisation solidement documentée de la violence politique pour remédier aux griefs tant économiques que politiques.³³

Comme tant de jeunes, violents ou non, décrivent l'insuffisance du gouvernement dans leur communauté, il est essentiel d'identifier la manière dont les communautés perçoivent les actions du gouvernement pour mieux comprendre la prise de décision par rapport au soutien (ou non) des groupes armés, et par rapport au groupe armé particulier qu'ils choisissent de soutenir (pro ou anti gouvernement). Bien que des doléances générales par rapport à la gouvernance puissent créer un environnement propice à l'appui et au recrutement par les groupes armés, l'étude a révélé deux variables clés qui aident à déterminer le soutien spécifique aux groupes armés anti-gouvernementaux (CMA et OEV): 1) la communauté dit se sentir particulièrement exclue par rapport aux autres communautés, et 2) elle subit des injustices directes (p.ex. la corruption, voir la section suivante sur l'injustice). La figure 3 illustre les

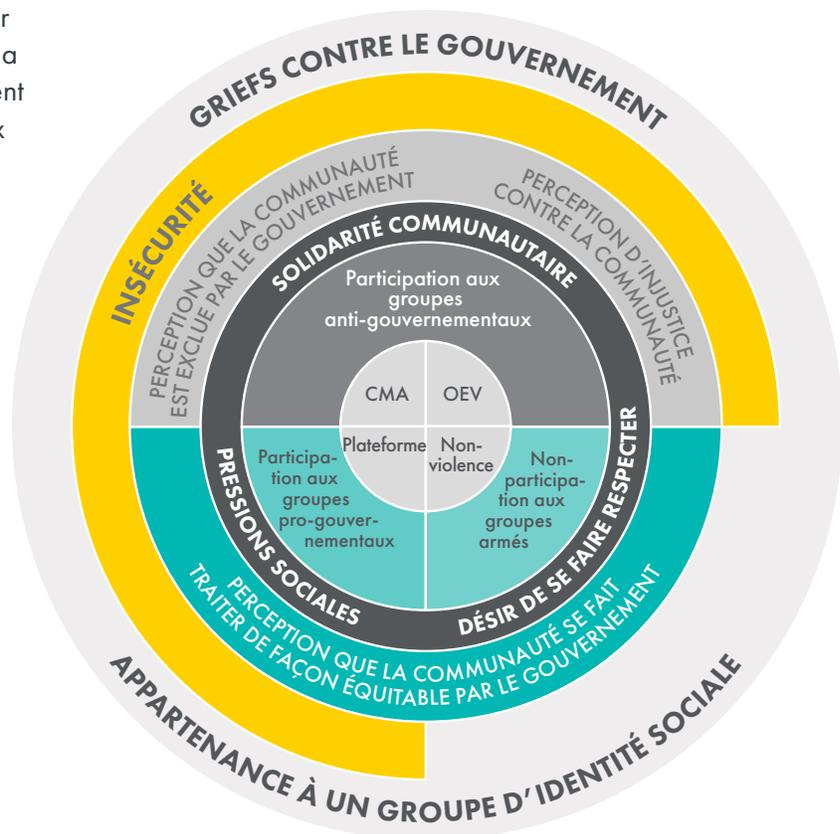


FIGURE 3. LES FACTEURS QUI INFLUENCENT L'ADHÉSION DES JEUNES AUX GROUPES ARMÉS

33 Østby, G. (2008). Polarization, horizontal inequalities and violent civil conflict. *Journal of Peace Research*, 45(2),143-162.

facteurs complexes qui contribuent au fait qu'une communauté soutienne ou rejette les groupes armés, ainsi qu'à la décision des jeunes de participer ou non la violence.

Les jeunes faisant partie de groupes de la Plateforme ont donné plusieurs raisons soutenant leur désir de se battre; des raisons qui ne comprennent généralement pas l'appui direct au gouvernement. Certains d'entre eux se battent pour défendre leur territoire contre les groupes de la CMA et contre les OEV. Un jeune homme a déclaré: "La population a été laissée seule, dans la souffrance totale, pendant que les dirigeants sont au lit à Bamako avec l'argent des gens. C'est pourquoi nous nous défendons, comme il le faut, afin de protéger notre territoire". Les jeunes ont également dit soutenir un groupe armé de la Plateforme au nom de l'appartenance ethnique ou au clan. Un jeune homme d'un groupe de la Plateforme à Tombouctou a dit: "Je viens d'une communauté qui s'appelle Bella Tamashek. Dans la société nous sommes très marginalisés par les autres communautés. Nous nous battons pour protéger notre identité ethnique et culturelle". Alors que certains groupes de la CMA (p.ex. le MNLA, qui comprend principalement des Touaregs du clan Ifhogas) et certaines OEV (p.ex. la Katiba du Macina qui est principalement peulh) gagnent du soutien en s'appuyant sur les perceptions d'exclusion par le gouvernement de certains groupes ethniques, d'autres groupements d'identité sociale (le clan Touarègue Imghad

Religion et Recrutement

La croissance des OEV a encouragé certains observateurs externes à dire que le conflit au Mali est de caractère religieux. Toutefois, les jeunes citent rarement la religion comme l'un des facteurs de leur adhésion à un groupe armé. Ceux qui mentionnent la religion la relient principalement aux valeurs de la communauté et au soutien de cette communauté envers les groupes armés, plutôt qu'aux croyances religieuses de l'individu en question. Un jeune homme de Gao, membre du MUJAO, a dit: "Le MUJAO a gagné la confiance de la communauté par le biais de son message et de sa pratique de l'Islam". Les répondants qui ont parlé de la religion l'ont fait en parallèle à d'autres avantages. Un autre jeune homme du MUJAO a dit: "J'ai décidé de rejoindre le groupe pour avoir un emploi, me protéger, et améliorer ma religion qui est l'Islam".

Un jeune homme de Mopti, ancien membre de la Katiba du Macina, a parlé de l'attrait religieux initial du groupe et de son leader charismatique. "J'ai connu [Amadou Kouffa, le chef de la Katiba du Macina]...c'est un vrai prêtre...quand il commence à prêcher devant vous, il n'y a rien à faire. Vous allez l'aimer. La première fois que je l'ai rencontré...je l'ai immédiatement aimé et il m'a convaincu tout de suite...Après, je me suis rendu compte des véritables motivations cachées derrière la religion, et je n'ai pas avancé [dans le groupe]."

Il n'est pas encore clair quel rôle les leaders religieux communautaires jouent par rapport au soutien des OEV et d'autres groupes. Plusieurs jeunes ont dit que les chefs religieux ne dénoncent pas les OEV, certains par peur de représailles. Une jeune femme de Mopti a décrit une scène au cours de laquelle un chef religieux a été réduit au silence: "Amadou Kouffa et un autre homme sont venus à la mosquée. [Je les ai vu] défenestrer deux grands hommes...L'un est mort sur le coup...et l'autre [est mort] plus tard à l'hôpital. Ensuite, l'imam a annoncé la mort de ces hommes au microphone et a dit qu'il voulait que les gens prient pour eux. Amadou Kouffa a pris le microphone pour dire qu'il allait à Sévaré et qu'à son retour il appliquerait la charia. L'imam n'a rien dit en réponse".

En fin de compte, la religion et l'Islam n'ont pas été mentionnés très souvent au cours des interviews et ne sont pas ressortis comme l'un des facteurs importants poussant les jeunes à rejoindre une OEV.

dans le Nord, les Songhaï dans la région Centre) soutiennent des groupes de la Plateforme pour se protéger ou se positionner contre un groupe ethnique rival, malgré leurs propres doléances contre le gouvernement.^{34,35}

En revanche, les jeunes des groupes de la CMA et des OEV ressentent des griefs profonds contre le gouvernement, provenant de ce qu'ils perçoivent comme un sous-développement intentionnel, et un mauvais traitement de leur communauté. Les thèmes de l'exclusion sont exprimés avec le plus de force dans les régions

“Le gouvernement n'existe pas dans l'extrême Nord. Il suffit d'aller dans le désert pour voir cette absence.”

- Jeune homme - Groupe de la CMA, Tombouctou

de Tombouctou et de Gao, dans la partie Nord du pays, dont certains liés à des doléances à base géographique. Un jeune homme d'un groupe de la CMA à Tombouctou a dit: “Pour moi, le gouvernement n'existe que pour ceux qui sont dans le Sud. En tout cas ils ne sont pas dans le Nord, parce que nous ne voyons aucune mesure concrète prise pour faire bénéficier les populations d'ici”. Un ancien

sentiment de discrimination et de négligence contre le Nord est très répandu parmi les jeunes qui ont rejoint des groupes anti-gouvernement. Un jeune homme membre d'un groupe de la CMA à Tombouctou a déclaré: “Le gouvernement n'existe pas dans l'extrême Nord. Il suffit d'aller dans le désert pour voir cette absence”. Un jeune homme membre d'une OEV à Gao a déclaré: “Notre communauté est moins développée que d'autres parce que nous sommes marginalisés, nous n'avons même pas une seule école française ici”. Les membres de groupes armés à Gao, comme ceux de Tombouctou et de Mopti, sont susceptibles de percevoir leur communauté comme étant en situation précaire que la moyenne, alimentant ce sentiment d'inégalité perpétué par la négligence du gouvernement.



Jihane Nami/Mercy Corps

- 34 L'identité et les relations entre les groupes se sont révélés être un facteur déterminant des attitudes des communautés envers les groupes armés en temps de guerre. Lyall, J., Blair, G., & Imai, K. (2013). Explaining support for combatants during wartime: A survey experiment in Afghanistan. *American Political Science Review*, 107(4), 679-705.
- 35 Le groupe ethnique touareg est divisé en plusieurs sous-groupes ou clans: les clans qui sont ressortis de nos données sont le clan Ifoghas, un clan traditionnellement 'noble', le clan 'vassal' Imghad, et le clan 'serf' Bella, anciennement un clan de serfs. Chauzal, G., & van Damme, T. (2015). The roots of Mali's conflict: Moving beyond the 2012 crisis. La Haye: Netherlands Institute of International Relations de Clingendael.

Parallèlement à ces perceptions géographiques qui disent que le gouvernement favorise le Sud, certains jeunes ont exprimé un sentiment d'exclusion fondé sur leur origine ethnique. Ces sentiments renvoient à d'autres documents concernant plusieurs groupes ethniques du Nord qui expriment leur soutien des groupes armés autour de raisons ethniques, fondé sur leur perception d'une exclusion politique et de la marginalisation aux mains d'un gouvernement composé principalement de membres du groupe ethnique des Bambaras (du Sud).³⁶ L'un des jeunes hommes membre d'un groupe de la CMA a déclaré: "Ma communauté est moins développée que d'autres. Les Touaregs sont généralement nomades, dans le désert. L'eau, le minimum pour la subsistance, est très rare chez nous et le gouvernement ne fait rien du tout pour au moins nous donner de l'eau". Ce type de frustration contre ce que les jeunes perçoivent comme des efforts de la part du gouvernement pour subordonner leur groupe ethnique, les pousse à se battre pour protéger leurs intérêts; que ces intérêts soient la reconnaissance par leur communauté et l'obtention de plus d'influence sur la prise de décision ou un meilleur accès aux ressources naturelles.³⁷

De sentiment général d'exclusion décrit ci-dessus, certains jeunes ont exprimé des perceptions communautaires qui freinent le soutien à la violence. Une différence marquée s'est révélée entre les membres des groupes armés et ceux qui ont choisi de ne pas rejoindre ces groupes en ce qui concerne leur perception de l'accès aux services par leur communauté. Bien que la grande majorité des jeunes qui aient rejoint les groupes armés ont dit que leur communauté a un accès inférieur ou égal aux services par rapport à d'autres de la région, les réponses des jeunes non violents sont mixtes. Par exemple, un jeune homme non violent de Gao a déclaré: "En ce qui concerne le développement, ma communauté est plus ou moins développée par rapport à d'autres. Nous avons une école primaire, une école secondaire, de grands puits, et un centre de santé de référence". Finalement, les communautés qui sont mieux développées (ou qui perçoivent leur niveau d'accès aux services gouvernementaux comme étant égal ou meilleur que ceux d'autres communautés) sont moins susceptibles de créer ou de soutenir des groupes armés.³⁸

Les Conflits Intercommunautaires au Mali et la Crise Plus Large

La longue histoire de tensions ethniques à Mopti est étroitement liée à la perception toute aussi ancienne des Peulhs, qu'ils sont victimes de discrimination de la part des autorités et des autres groupes ethniques. Bien que les conflits intercommunautaires soient un problème à Mopti depuis de longues années (conflits largement basés sur la concurrence pour les ressources), les événements nationaux récents viennent compliquer cette dynamique de conflits déjà complexe. Plus précisément, les interventions de l'État et de l'armée malienne ont été accompagnées d'accusations provenant d'observateurs extérieurs de graves violations des droits de l'Homme contre la population Peulh, y compris des rapports que l'armée a arrêté des Peulhs de manière arbitraire, sous prétexte d'une supposée adhérence à la Katiba du Macina, avant de les transférer à une prison à Bamako.

La recherche a révélé des sentiments de discrimination fortement enracinés, par exemple, une jeune femme Bambara à Mopti qui a déclaré: "À mon avis il faut tuer tous les Peulhs, parce que c'est à cause d'eux que nous avons ces problèmes". Cette haine ethnique contre les Peulhs, fondée sur la perception qu'ils sont responsables du conflit, envenime le cycle de violence et pousse les Peulhs à rejoindre la Katiba du Macina pour échapper à la discrimination.

36 Lackenbauer, H., Lindell, M.T., & Ingerstad, G. (2015). 'If our men won't fight, we will': A gendered analysis of the armed conflict in Northern Mali. Kista: Agence suédoise de recherche pour la défense.

37 Ceci se reflète dans la documentation, p.ex. Fearon, présentant des théories de la violence anti-gouvernementale basée sur l'élément ethnique. Brubaker, Rogers et David D. Laitin. 1998. 'Ethnic and nationalist violence.' *Annual Review of Sociology*, Vol. 24(1), p. 423-452.

38 Il n'est pas clair à partir des données si ces perceptions différentes s'appliquent ou non aux membres individuels au sein d'une même communauté.

Les jeunes citent leur expérience de l'injustice, dont l'abus et la corruption, comme facteurs motivant leur adhésion aux groupes armés anti-gouvernementaux.

De nombreux jeunes ont décrit des injustices perpétrées par le gouvernement et les autorités de sécurité. Dans certains cas, les jeunes ont cité des agressions directes, comme ce jeune adulte d'un groupe de la CMA à Tombouctou qui a décrit plusieurs attaques de l'armée contre la ville. "Quand les soldats sont arrivés dans le village, ils ont commencé à tirer en l'air. Les femmes et les enfants se sont cachés sous les tentes. Ils ont forcé à faire sortir les adultes et les personnes âgées, et ils leur ont posé des questions sur des armes cachées dans le sable...Ils se sont emparés d'un jeune homme du village et nous ne l'avons jamais revu. "D'autres jeunes, en particulier ceux du MUJAO à Gao, ont décrit plusieurs attaques de l'armée contre leur communauté. Un jeune homme du MUJAO a dit avoir été torturé par les militaires, disant: "Au cours de l'attaque militaire, j'ai été arrêté et amené à Gao, attaché [à quelque chose et forcé] à regarder le soleil. Les soldats m'ont battu et ont cherché ma famille". D'autres racontent que les militaires, à la poursuite de membres du MUJAO, ont battu les hommes d'un village sans justificatif. Bien que certains de ces événements se soient probablement produits après que ces jeunes aient rejoint les groupes armés, leurs expériences de ces injustices renforcent leurs sentiments contre le gouvernement et perpétuent l'appui à la violence contre les FAMA et les groupes pro-gouvernementaux.

En plus des injustices militaires, dans toutes les régions, d'autres jeunes membres de groupes armés ont décrit une corruption généralisée. Un jeune homme d'un groupe de la CMA à Tombouctou dit: "C'est l'inaptitude du gouvernement qui mène à cette situation de conflit et de guerre. Je me sens dupé par les services fiscaux, par les douanes et les services des affaires économiques. C'est pour cela que j'ai rejoint le mouvement arabe de l'Azawad". Les jeunes de Mopti ont exprimé les mêmes frustrations, et un jeune homme a dit: "La justice existe, mais pas pour les pauvres...Nos droits sont violés mais sans argent il n'y a pas de justice".



"La justice existe, mais pas pour les pauvres...Nos droits sont violés mais sans argent il n'y a pas de justice."

- Jeune homme - Autre groupe armée, Mopti

Les problèmes principaux à Mopti par rapport à l'injustice viennent d'une perception de longue date que les populations pastorales, principalement les Peulhs, se font traiter injustement. Les participants peulhs à l'enquête ont dit qu'ils ont été poussés à participer à la violence suite à l'exploitation singulière de leur communauté de la part du gouvernement qui leur imposaient des impôts injustes. Un berger peulh a décrit un scénario assez courant:

"Ce sont les fermiers qui nous persécutent. Nous revenons [dans la région] après la récolte, et si nos animaux broutent les tiges restantes, ou l'herbe, les agriculteurs nous attaquent ou nous font paraître devant les tribunaux, disant que nos animaux ont tout détruit sur leur exploitation. Alors, nous ne revenons pas aux fermes avant la fin de la récolte. Les autorités nous imposent et nous payons. Nous évitons les autorités parce qu'elles nous demandent beaucoup d'argent...surtout quand on est Peulh."

Un jeune Peulh de Mopti décrit comment la frustration contre cette extorsion a poussé de nombreux Peulhs à s'éloigner des autorités et à rejoindre des groupes armés, notamment la Katiba du Macina: "Nous sommes enfin en paix, de l'autre côté du fleuve. Les soldats n'osent pas y aller. Sur l'autre rive du fleuve, 90 % des Peulhs ne veulent pas voir l'État parce qu'ils ont été trop marginalisés par ce même État. À part ça, les groupes armés cohabitent en paix avec la population."³⁹

39 Des études ont montré que les représentants du gouvernement sont souvent absents de leur poste, une situation qui pousse à la méfiance et encourage certaines communautés à soutenir les groupes armés qui d'après elles représentent une meilleure option que l'État. Conseil de sécurité des Nations Unies. (29 novembre 2012), Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2012/894). Tiré de <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Rapport%20of%20the%20Secretary-General%20on%20the%20in%20situation%20Mali.pdf> | Version française http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2012/894

Certains jeunes, à la recherche d'une stabilité à long terme offerte par un poste dans la fonction publique, voient les groupes armés comme un tremplin pour ensuite rejoindre l'armée.

Bien que le soutien des groupes armés par la communauté constitue le fondement de la participation des jeunes à la violence, certains jeunes ont cité le désir d'une stabilité économique à long terme et de statut social comme étant des facteurs d'adhésion.

Quelques jeunes ont cité les incitations financières à court terme comme raison d'adhésion aux groupes armés, et un groupe encore plus restreint (composé presque entièrement d'anciens membres du MUJAO), a déclaré que leur adhésion au groupe leur a permis de soutenir leur famille. Cependant plusieurs jeunes, principalement des membres de groupes de la Plateforme, ont dit qu'à long terme ils aimeraient rejoindre les FAMA, certains ayant déjà essayé sans réussite de rejoindre l'armée. Par exemple, un jeune homme d'un groupe de la Plateforme à Gao: "Je me suis porté candidat à l'armée à plusieurs reprises mais je n'ai jamais été accepté, et après la mort de mon frère

j'ai décidé de trouver un moyen de rejoindre l'armée grâce à l'influence de ce groupe". Un autre jeune homme, membre de la Plateforme de Tombouctou, a dit: "Deux facteurs m'ont poussé à rejoindre le groupe: la protection [de ma communauté], et le souci d'avoir un emploi dans l'armée, pour pouvoir construire une vie avec une femme, avoir des enfants, prendre soin de mes parents". Un jeune d'un groupe de la Plateforme à Tombouctou a dit: "J'ai rejoint le groupe dans le seul but de défendre ma région. Mais maintenant que tout le monde parle de la DDR, j'espère pouvoir rejoindre l'armée par le biais du groupe, pour défendre mon pays".

Dans quelques cas, des jeunes sont venus de Bamako et d'autres régions du Sud pour rejoindre les groupes de la Plateforme dans le Nord; cela en grande partie parce qu'ils ont vu une occasion de faire partie des démarches de DDR à l'avenir. Un jeune homme a quitté son travail d'instituteur à Koulikoro, près de Bamako, pour se rendre à Mopti et rejoindre l'un des groupes de la Plateforme: "J'ai quitté l'enseignement parce que j'aime vraiment l'armée et je voudrais devenir soldat pour le Mali". Une jeune femme a quitté Bamako pour rejoindre un autre groupe de la Plateforme à Mopti: "J'ai toujours voulu faire partie de l'armée malienne. Nous nous entraînons ici comme le fait l'armée malienne parce que nous voulons en faire partie".

Données Démographiques et Violence

L'analyse des données sur les motivations et les facteurs de fond n'ont pas révélé de relation entre les principales caractéristiques démographiques et la participation à la violence. Environ le même nombre de répondants qui ont participé à des groupes armés:

- › Avaient ou non un emploi
 - › Avaient reçu une éducation laïque ou religieuse
 - › Étaient d'avis que leur famille était en meilleure situation que d'autres, ou qui étaient d'avis que leur famille était moins aisée (la majorité d'entre eux se disant être en situation économique semblable par rapport aux autres)
 - › Étaient mariés ou non
-



*"La justice existe, mais pas pour les pauvres...
Nos droits sont violés mais sans argent il n'y a pas de justice."*

- Jeune homme - Groupe de la Plateforme, Tombouctou

Les Femmes Dans les Rangs: Un Aperçu de la Participation des Femmes

Les entretiens avec les femmes (27 parmi 149 participants en tout) illustrent la diversité des rôles que ces femmes jouent dans le cadre du conflit, de l'espionne au soldat à l'esclave sexuelle. Nous avons parlé à sept femmes qui faisaient partie des groupes armés et nous avons recueilli leurs histoires. En voici quelques exemples.

- › Une femme au foyer, divorcée, de Gao fait volontairement la cuisine pour un groupe de la Plateforme pour contribuer à la sécurité de son village. Les membres de sa famille collaborent activement avec le groupe.
- › À l'âge de 16 ans, une jeune coiffeuse de Tombouctou a été enlevée de sa résidence familiale par une OEV. Elle a été amenée à un camp, violée à plusieurs reprises par plusieurs hommes et, plus tard, engagée dans l'industrie du sexe. Elle a expliqué qu'elle gagnait bien plus d'argent qu'elle ne gagnait à la maison et qu'elle a décidé de rester auprès du groupe même après avoir été libérée. Quand elle a finalement quitté le groupe, elle n'est pas retournée à son village natal à cause de la honte qu'elle s'attendait à se faire ressentir de la part de la communauté.
- › Quatre femmes militaires vivant dans un camp de base de la Plateforme dans la région de Mopti avaient quitté leurs familles, et même leurs études à Bamako ou à Gao, pour rejoindre un groupe armé dans l'espoir d'être intégrées dans l'armée. Elles ont dit avoir reçu la même formation et les mêmes devoirs que les hommes, et l'une d'entre elles a atteint le rang de caporal. L'une d'entre elles a expliqué qu'elle n'allait pas rentrer chez elle avant d'avoir été intégrée dans l'armée, même quand sa famille lui demandait de revenir.

Ces histoires, bien que limitées en nombre, illustrent la variété des voies par lesquelles les femmes rejoignent les groupes armés, mettant en question les conceptions générales qui dépeignent les femmes uniquement comme des victimes dans ce conflit. Chacune de ces jeunes femmes a navigué la complexité du conflit avec des stratégies uniques leur permettant de survivre, de protéger leur communauté ou de rechercher une vie meilleure.



Sidi Mohamed/Think Peace

Deux jeunes ont même payé de l'argent pour rejoindre des groupes de la Plateforme, espérant gagner à l'avenir un emploi stable et durable auprès des forces armées. Un jeune homme d'un groupe de la Plateforme à Tombouctou a dit avoir vendu la parcelle de terre que son père lui avait donné, et avoir payé 1 million de francs CFA (environ 1.700 \$USD) pour rejoindre son groupe avec la promesse qu'il serait intégré dans l'armée. "On m'a dit que je serai officier dans l'armée sans avoir à passer par les démarches normales, et que...nous recevrons un salaire de 200.000 francs CFA par mois. Mes attentes ont été bafouées et nous vivons dans des conditions misérables. Nous ne mangeons jamais assez pour satisfaire notre grande faim. Nous [...] ne pouvons plus revenir à nos familles. Ce serait honteux parce que tout le monde pense que nous sommes à Tombouctou à nous entraîner pour l'armée." Son désir de rejoindre l'armée venait d'une part de son besoin d'argent et d'autre part du standing social qui en viendrait pour lui et sa famille.⁴⁰

Certains des jeunes qui ont rejoint des groupes de la CMA ont dit eux aussi vouloir se faire intégrer dans les FAMA. Deux hommes de Tombouctou ont indiqué qu'ils espèrent obtenir un poste militaire par le biais du processus de paix. L'un d'eux a dit qu'il avait rejoint le groupe en espérant qu'il serait reconnu, et peut-être un jour intégré à la fonction publique de l'État, et l'autre a dit espérer que les démarches de DDR permettraient aux combattants de se faire intégrer aux forces armées. Il est difficile de savoir si ces deux hommes espéraient déjà pouvoir rejoindre les FAMA avant de rejoindre leur groupe, ou si ce bénéfice potentiel s'est révélé par la suite. Néanmoins, leur désir de rejoindre les FAMA après avoir lutté contre elle, renforce le caractère pragmatique (plutôt que politique ou idéologique) de la participation des jeunes aux groupes armés.

Perspectives du Processus de Paix'

Qu'ils aient rejoint des groupes armés ou non, les jeunes ont partagé des perceptions variées en ce qui concerne le processus de paix. Chacun a ses attentes, parfois contradictoires, et fait preuve d'un mélange d'optimisme et de pessimisme, un mélange qui illustre parfaitement le contexte complexe au sein duquel le processus de réconciliation devra prendre racine.

De nombreux jeunes membres de groupes violents ou non-violents ont de grandes mais fragiles attentes en ce qui concerne le processus de paix et la DDR.

De nombreux jeunes, qu'ils fassent partie d'un groupe armé ou non, ont exprimé leur soutien au processus de paix, un soutien fondé sur plusieurs raisons. Certains ont exprimé l'espoir que le processus permettrait d'améliorer la sécurité et de réduire le niveau de violence dont souffre le pays. Un jeune homme membre d'un groupe de la CMA à Gao a déclaré: "Pour moi, l'accord permettra de réunir tout le monde et mettre fin à la crise au Mali". Un autre jeune de Gao, ancien membre du MUJAO, a appuyé cette chance pour la paix avec la prévision suivante: "Nous allons être intégrés à la Plateforme et nous travaillerons ensemble". Pour d'autres jeunes, leur soutien au processus de paix tient de leur compréhension des avantages de la DDR, tels que l'intégration possible dans les FAMA mentionnée ci-dessus. Un jeune homme de Tombouctou a décrit ce que son groupe de la Plateforme attend



"L'accord est bon pour le Mali s'il est appliqué en noir et blanc, exactement comme il est écrit dans le document. Sinon, ce sera le début et non la fin de la guerre."

Jeune homme - Groupe de la Plateforme, Gao

⁴⁰ Le besoin des jeunes d'atteindre un statut social qui les aidera à faire le passage vers le monde adulte est bien établi. McLean-Hilker, L., & Fraser, E. (2009). Youth Exclusion, Violence, Conflict and Fragile States. Londres: Social Development Direct. Tiré de <http://www.gsdrc.org/docs/open/CON66.pdf>

du processus de paix: "Les responsables en parlent dans nos réunions de groupe. Ils disent que si l'accord fonctionne comme prévu, nous serons engagés dans l'armée malienne avec un salaire mensuel. Je pense que c'est une bonne chose, et que la population verra la paix." D'autres jeunes ont exprimé qu'ils espèrent bénéficier d'un paquet économique destiné à faciliter leur retour à la vie civile.

Cependant, de nombreux jeunes craignent que leurs espoirs s'évaporent si le gouvernement et les autres parties prenantes ne réalisent pas les engagements (ou engagements perçus) du processus de paix. Certains jeunes ont exprimé des doutes vis-à-vis de la mise en place de l'accord, vu l'échec d'autres processus de paix. Un jeune homme d'un groupe armé de la CMA à Tombouctou a dit qu'il craint l'inefficacité de l'accord pour la paix "car ce n'est pas la première fois que la guerre ait éclaté au Mali. Les différentes résolutions ne nous ont rien apporté de concret". D'autres ont fait part de leur déception face à l'insécurité générale qui persiste malgré la signature de l'accord, faisant l'observation que la situation n'a toujours pas changé malgré les dispositions de l'Accord. Un jeune homme d'un groupe de la Plateforme à Gao a déclaré: "L'accord est bon pour le Mali s'il est appliqué en noir et blanc, exactement comme il est écrit dans le document. Sinon, ce sera le début et non la fin de la guerre". Une jeune femme d'un groupe de la Plateforme à Mopti a dit: "Le processus n'avance pas. Nous ne voyons pas encore de réinsertion". Quand nous lui avons demandé si cela lui donnait envie de se rebeller, elle a répondu: "Oui, mais nous espérons, et nous nous battons. Nous ne demandons rien, sauf la réinsertion".

Il est important de noter que bien qu'un nombre considérable de jeunes interrogés ont exprimé leur soutien au processus de paix, peu d'entre eux ont fait preuve d'une compréhension approfondie des implications du processus de paix et du DDR. Plusieurs jeunes, violents et non violents confondus, ont dit savoir que l'objet principal du processus est de rétablir la paix, mais ils ne savaient pas si le processus comprenait d'autres objectifs ou dispositions.

Les jeunes, exclus du processus de paix, s'inquiètent du fait qu'il pourrait diviser encore plus le pays.

La majeure partie de l'espoir exprimé par rapport à l'accord a été exprimé par des jeunes de Tombouctou et de Gao, probablement parce que ces deux régions ont été incluses dans le processus de paix. À Mopti, en revanche,



Abdoul Kassim Fomba/Think Peace

où la violence a surgi que suite à la conclusion de l'accord en 2015 et qui a été exclue du processus de paix, les jeunes ont exprimé de graves préoccupations concernant la possibilité de réussite du processus de paix. Une jeune femme de Mopti n'appartenant à aucun groupe armé a dit: "Si j'ai bien compris l'Accord, il favorise le Nord uniquement. Mopti n'est même pas considéré dans le cadre de l'accord, et pourtant c'est Mopti qui souffre".

Les craintes suscitées par l'exclusion possible du processus de paix n'étaient pas limitées à Mopti. Certains jeunes s'inquiètent qu'ils pourraient être exclus à niveau individuel des provisions de l'accord, et un jeune homme non violent de Gao a dit: "L'accord de paix ne m'a jamais inspiré confiance parce que je ne m'y reconnais pas". Ce type de préoccupation est légèrement plus concentré parmi les jeunes ne faisant pas partie de groupes armés reconnus, car ces groupes ne tireront pas directement profit de certaines démarches du DDR. D'autres jeunes en dehors de Mopti (membres de groupes armés ou non) ont dit se préoccuper de l'exclusion possible de certains groupes ethniques. Un jeune homme dans un groupe armé de la Plateforme à Tombouctou a dit: "L'accord pour la paix est une source de division dans notre pays. Ce document c'est du folklore, c'est exactement ce qui retient notre pays. Il n'a pas pris en compte les préoccupations de la diversité culturelle et ethnique du pays".

Certains jeunes maintiennent que le processus de paix est illégitime à cause de l'influence des intérêts de l'élite et des acteurs de l'extérieur, notamment les acteurs occidentaux.

De nombreux jeunes, membres ou non de groupes armés, se posent des questions concernant la manière dont l'accord a été élaboré et demandent s'il répond réellement aux intérêts des Maliens. Certains jeunes ont exprimé leur frustration par rapport à l'influence des puissances occidentales et sont d'avis que leur gouvernement a capitulé aux exigences étrangères. Un jeune homme d'un groupe de la CMA à Tombouctou a dit: "Je pense que les parties signataires de l'accord ont une main liée dans le dos par les toubabs (les blancs). Ils ont signé sans vraiment analyser la situation réelle du pays, et maintenant c'est bloqué". Un jeune homme impliqué dans le conflit intercommunautaire à Mopti a déclaré: "À mon avis, tout ça c'est purement politique. Les occidentaux ont forcé le Mali à signer cet accord pour servir leurs intérêts égoïstes. S'il s'agissait d'eux, ils n'auraient jamais donné leur accord. S'ils décidaient aujourd'hui que la guerre doit s'arrêter, elle s'arrêterait. Regardez les morts dans les attentats. Ce sont toujours les militaires Africains qui meurent".

En plus de cette méfiance de l'influence étrangère, d'autres jeunes voient l'accord pour la paix comme le produit de l'élite malienne; une élite qu'ils considèrent comme étant corrompue et débranchée de la majorité des citoyens. Un jeune Touareg de Tombouctou qui n'a pas rejoint de groupe armé a parlé de ce qu'il voit comme étant les leviers politiques à l'œuvre dans l'accord pour la paix:

"Pour ma part, la partie institutionnelle de l'accord me rend malade, parce qu'il y aura des élections régionales. Cela permet aux élus régionaux de diriger les institutions par le biais d'un président du conseil régional. Dans le contexte politique du Mali, ce sont toujours les plus riches qui gagnent, même s'ils ne sont pas crédibles ou légitimes. Je ne veux pas être dirigé par des riches qui n'ont aucune vision pour le développement."

Cette frustration concernant le rôle des élites dans le processus de paix a mené au désengagement parmi certaines populations locales. L'un des jeunes hommes de Tombouctou a dit: "L'accord pour la paix est un engagement pris par la population de manière indirecte, par le biais des leaders. La réponse sur le terrain n'est pas bonne. Le document a été distribué partout dans le village, mais le problème est que personne ne s'intéresse à le lire."

Discussion

La plupart des constats de cette étude montrent un lien inextricable entre les attitudes et le soutien de la communauté, et la prise de décision des jeunes par rapport à la violence. Le fait de se concentrer uniquement sur les jeunes en tant qu'individus risque de masquer les questions plus pertinentes autour de la participation à la violence, comme de la paix: Pourquoi les communautés répondent-elles de façons différentes aux défaillances sociales? Pourquoi certaines communautés réagissent-elles aux insuffisances de gouvernance par la rébellion, tandis que d'autres essaient plutôt de combler les lacunes en soutenant l'État? Et pourquoi certaines autres communautés restent-elles entièrement en dehors du conflit? Reformuler ces questions nous aide à élucider ce qui alimente ces conflits et à découvrir ce qui pourrait aider à enrayer la violence.

Avant la crise de 2012, le Mali était souvent donné comme exemple de stabilité en Afrique de l'Ouest, mais les facteurs sous-jacents qui mènent les communautés à créer ou à soutenir les groupes armés existaient depuis longtemps.⁴¹ Bien que la portée de cette étude qualitative ait été limitée, nous voyons néanmoins prendre forme une histoire générale d'appui communautaire soit à la violence ou à la non-violence. Un sentiment de frustration avec le gouvernement malien est très répandu parmi les communautés engagées dans le conflit. Ces communautés ont également du mal à se protéger et à maintenir leur identité sociale. Tout le monde cherche le changement: que ce soit au niveau de la gouvernance, du bien-être de la communauté, ou de leurs perspectives pour l'avenir. Certaines communautés évitent la violence aussi longtemps que possible. D'autres, par raison d'appartenance ethnique ou autre, soutiennent les groupes de la Plateforme et cherchent à réformer le gouvernement en l'aidant à mieux réaliser ses devoirs. D'autres encore, en raison d'injustice, cherchent à forcer un changement contre le gouvernement par l'intermédiaire, qu'il s'agisse des groupes de la CMA ou des OEV. À partir de là, les mécanismes communautaires, les pressions sociales et le désir d'améliorer sa position sociale poussent les jeunes à s'armer, ou au contraire à refuser consciemment la violence.

Nos conclusions ne cherchent en aucun cas à diminuer la part du choix individuel des jeunes ou à minimiser la diversité des opinions, espoirs et craintes présents dans les communautés. Toutefois, nous devons remettre en cause l'unité d'analyse utilisée par défaut dans les recherches sur les conflits violents comment les prévenir: l'individu. Dans le contexte des conflits actifs tels que la crise au Mali, un recentrage plus poussé sur les attitudes de la communauté, attitudes qui créent à leur tour un environnement au sein duquel les groupes armés peuvent soit prospérer, soit se flétrir, peut s'avérer plus fructueux au développement de solutions pour la création d'une paix durable.

Recommandations

Malgré des griefs répandus contre le gouvernement, la forte pression sociale encourageant les jeunes à se battre au sein de nombreuses communautés, ainsi que l'insécurité et la peur à travers les régions du Nord et du Centre, un nombre impressionnant de jeunes maliens choisissent de ne pas se joindre aux divers groupes armés. Cependant ces éléments, parmi d'autres facteurs complexes qui provoquent la violence, sont tous reliés entre eux, de manière à intensifier les risques, au fur et à mesure de ce fragile processus de paix. À ce moment crucial, le gouvernement, les bailleurs et les acteurs de la société civile doivent investir de façon stratégique dans la paix au Mali. Sans la mise en œuvre d'interventions opportunes et fondées sur des données probantes, les conflits du Mali vont certainement se répandre et créer une crise humanitaire régionale encore plus sévère, avec de terribles conséquences pour les flux de réfugiés, la souffrance humaine, et la stabilité mondiale. Sur la base de

41 Chauzal, G., & van Damme, T. (2015). The roots of Mali's conflict: Moving beyond the 2012 crisis. La Haye: Netherlands Institute of International Relations de Clingendael.

ces recherches, nous proposons les recommandations suivantes pour une collaboration avec les communautés maliennes, ces communautés qui ont une influence majeure et importante sur les jeunes au cœur du conflit, pour pouvoir établir les bases d'une sécurité réelle et durable.

1. **S'axer sur la prévention de la violence et le renforcement des facteurs de protection au niveau de la communauté, plutôt que de chercher à identifier et cibler les jeunes "à risque".** Au niveau individuel, notre étude n'a pas permis d'identifier d'éventuels attributs spécifiques justifiant pourquoi certains jeunes courent un risque plus élevé de participation à la violence. En fait, de nombreux jeunes décrivent les liens profonds qu'ils ont avec d'autres personnes dans leur communauté. Par conséquent, les interventions du gouvernement et de la société civile doivent s'orienter vers une approche communautaire holistique pour prévenir de nouvelles violences dans les régions Nord et Centre du Mali. Il faut donc que les programmes de développement et de consolidation de la paix identifient et prennent en compte les facteurs de risque au niveau de la communauté, puis élaborent des interventions reconnaissant la forte influence communautaire à l'acceptation ou au rejet des groupes armés sur le comportement des jeunes, et sur la violence en général. Le ciblage de ces programmes doit se concentrer sur les perceptions communautaires qui sont pertinentes aux objectifs du programme, plutôt que sur le changement de comportement parmi certains groupes de jeunes. En outre, tout programme qui cherche à aider les jeunes et à répondre aux facteurs qui contribuent à la violence, sera probablement plus efficace s'il adopte une politique porte ouverte de façon à ce que tous les jeunes dans une zone géographique donnée puissent y prendre part s'ils le souhaitent. Enfin, ces programmes doivent mettre l'accent sur les facteurs communautaires qui contribuent à la violence en général, et non uniquement sur l'extrémisme violent; notre étude n'a pas trouvé de profondes divergences entre les facteurs qui poussent les jeunes vers les OEV plutôt que vers d'autres groupes armés.
2. **Mettre en place des démarches inclusives et de collaboration pour assurer un processus de paix transparent et réactif aux besoins des différentes communautés.** Bien que le processus de paix et ses ambitions aient été beaucoup salvés, sa réussite dépendra en partie de sa capacité à répondre aux attentes des jeunes, mais aussi de l'inclusion ou l'exclusion de certains groupes et régions. Au niveau le plus élevé, les membres du gouvernement malien et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) chargés de la mise en œuvre du processus de paix devront s'adapter à l'évolution des dynamiques et veiller à ce que les communautés (notamment les divers groupes ethniques et clans du Nord et du Centre) et les groupes armés ne figurant pas au premier Accord, soient néanmoins pris en compte par une planification future. Plus précisément, certaines dispositions doivent être envisagées pour inclure les zones du Centre touchées par la violence dans les processus de paix, et pour intégrer les autres groupes actuellement exclus du processus de DDR et des autres dispositions de l'Accord.

Au fur et à mesure de la mise en œuvre du processus de paix, les acteurs de la société civile devront travailler avec le gouvernement pour faciliter les conversations dans les zones du Nord et du Centre les plus touchées par le conflit, identifier les facteurs de risque liés à l'ensemble du processus de paix et trouver des moyens d'atténuer ces risques. Un risque connu et mis clairement en évidence par la présente étude, est le grand écart qui existe entre les attentes des jeunes et les réalités du processus de paix, et des dispositions de la DDR en particulier. Cet écart entre attentes et réalité risque de faire reculer les progrès déjà accomplis, et accroître la vulnérabilité des jeunes face à la violence, surtout si ces derniers se sentent frustrés ou pensent que leurs attentes n'ont pas été respectées. À court terme, le gouvernement national doit agir en partenariat avec les leaders communautaires pour améliorer et étendre les activités visant la sensibilisation au sujet des mécanismes et des limites des processus de paix et de DDR. Les acteurs de la société civile peuvent contribuer à accroître la prise de conscience des dispositions de

l'Accord en établissant des partenariats avec les leaders communautaires, pour donner aux membres de la communauté et notamment aux jeunes, l'occasion d'interroger les autorités et ainsi définir et affiner leurs besoins et leurs attentes. Lorsque les mécanismes formels du processus de paix ne sont pas capables de relever les défis identifiés par les communautés par le biais des processus de collaboration décrits ci-dessus, les bailleurs doivent agir en partenariat avec la société civile locale pour combler les lacunes et veiller à ce que les membres de la communauté (de tous groupes, et en particulier les jeunes) ont le sentiment de participer aux progrès réalisés par le Mali.

3. **Élaborer des plans de sécurité au niveau communautaire qui décrivent le passage des groupes armés non gouvernementaux à une gestion de la sécurité dirigée par les forces étatiques.** Les communautés créent ou appuient les groupes armés, que ce soit de la Plateforme, CMA ou les OEV, en grande partie en réponse à l'insécurité générale que l'Etat n'est pas en mesure de gérer. L'appui aux groupes de la CMA et aux OEV naît également des expériences de violence commise par des acteurs militaires étatiques. En raison de cette histoire d'abus, et du soutien généralisé que les communautés offrent à de nombreux groupes armés non étatiques, les approches autoritaires et répressives à la sécurité et les mesures de contre-insurrection utilisées par l'armée malienne auront certainement un effet inverse et ne feront que renforcer le soutien aux groupes armés. Ne pas répondre de manière juste et équitable, aux préoccupations très réelles des communautés, ainsi qu'à leurs sentiments de frustration face aux injustices commises par le gouvernement (ex: attaques militaires contre les communautés, corruption), empêcheront toute forme de développement, et les initiatives de réduction de violence ne pourront jamais prendre racine. Les acteurs de la sécurité au sein du gouvernement devront collaborer avec les communautés touchées par le conflit et élaborer des plans pour la transition des jeunes vers des rôles non violents, tout en avançant la réforme du secteur de la sécurité à niveau national pour assurer un retour de l'ordre à long terme. Dans le cas des groupes armés exclus du processus de paix, les acteurs de la société civile pourront jouer un rôle en appuyant des processus locaux qui aideront les jeunes à réaliser la transition vers la vie civile. Pour rétablir une situation de sécurité à long terme, le gouvernement devra mettre en œuvre les autres recommandations (tracées ici) dans le cadre d'un plan général de réponse aux moteurs de la violence.
4. **Faciliter l'amélioration de la gouvernance locale par une meilleure prestation de services et une prise de décision communauté/gouvernement inclusive.** Les perceptions d'exclusion parmi certaines communautés du Nord ont alimenté les doléances en matière de gouvernance et ont établi les bases du soutien des groupes armés par la communauté. L'amélioration des démarches et des résultats de gouvernance doit devenir une priorité principale à long terme du gouvernement malien, des acteurs de la société civile locale et internationale ainsi que des communautés. Certaines mesures tomberont par nécessité en dehors du processus de paix, et le gouvernement devra travailler pour intégrer la rétroaction de la communauté, et donc des jeunes, à une stratégie complète de développement des régions du Nord et du Centre touchées par la violence. Ceci exigera éventuellement la révision de la stratégie et la facilitation de débats dans les zones touchées par le conflit, pour affiner la planification de la mise en œuvre et incorporer un processus participatif entre les communautés et le gouvernement qui permettra d'identifier les besoins les plus urgents et ensuite de travailler en collaboration pour y remédier. Ces processus participatifs doivent inclure très explicitement les différents clans et groupes ethniques, en coopération avec les acteurs du gouvernement, pour assurer un développement équitable et finalement créer une fondation de cohésion sociale sur laquelle la bonne gouvernance pourra être bâtie.

En outre, au fur et à mesure que les fonctionnaires locaux retournent aux communautés du Nord et du Centre, ils devront collaborer avec les leaders communautaires pour créer des mécanismes formels de

rétroaction, permettant d'obtenir les avis des groupes sociaux représentatifs, et d'identifier les services les plus adéquats pour répondre aux besoins des communautés. Les fonctionnaires travailleront ensuite avec les leaders des différentes ethnies et clans (y compris les jeunes membres de ces groupes) pour créer des plans de mise en œuvre de ces services et structures de responsabilité locales pour prévenir la corruption. Ces processus, à la fois participatifs et transparents, tiendront le gouvernement redevable quant aux priorités de développement des communautés et l'aideront à réparer ou établir des relations de travail avec les communautés qu'il est censé servir.

- 5. Identifier et faciliter les opportunités permettant aux jeunes d'améliorer leur situation sociale sans s'engager dans des groupes armés.** Nos résultats indiquent que les jeunes ont besoin de moyens non-violents pour se façonner un statut social et se faire reconnaître dans leur communauté, moyens qui pourraient inclure des activités sociales et civiques (p.ex. création d'opportunités de leadership, soutien aux projets communautaires dirigés par les jeunes). La participation à des activités d'implication civique ou aux groupes de plaidoyer peut promouvoir ce sentiment d'être reconnu et habiliter les jeunes à résoudre leurs griefs eux-mêmes, tant que la formation de ces groupes est accompagnée par de réels changements de la part du gouvernement dans le domaine de l'inclusion et de la prestation de services. Puisque peu de jeunes ont déclaré avoir rejoint un groupe armé à la recherche de gain financier immédiat, les programmes économiques à court terme visant à fournir de l'argent ou des moyens de subsistance temporaires ne sont pas de nature à réduire la participation des jeunes à la violence. Les jeunes, notamment ceux qui adhèrent aux groupes de la Plateforme et qui ont cité leur désir d'intégration militaire, ont mis l'accent sur la position sociale et la stabilité économique inhérente aux postes militaires ou publics. Par conséquent, tout programme visant à améliorer les perspectives économiques des jeunes à long terme devra être animé par la demande et s'axer sur la création d'opportunités qui offrent un emploi stable et valorisant. Les programmes qui visent à fournir aux jeunes l'éducation nécessaire à l'obtention d'un emploi plus qualifié ou professionnel, notamment ceux qui ont un niveau de demande avéré, seront plus à même d'améliorer à la fois les options à long terme des jeunes et leurs attentes au-delà du service militaire, ou d'un emploi dans la fonction publique. Ces efforts devront tous reposer sur une analyse de marché complète et sur des recherches sur les aspirations et les contraintes ressenties par les jeunes.

CONTACT

LISA INKS
Senior Peace and Conflict Advisor
links@mercycorps.org

REBECCA WOLFE, PHD
Director of Evidence and Influence | Peace and Conflict
rwolfe@mercycorps.org

Citation suggérée: Inks, L., A Veldmeijer, and A.K.I. Fomba.
“‘We Hope and We Fight’: Youth, Violence, and Communities
in Mali.” Mercy Corps. 2017.

À propos de Mercy Corps

Mercy Corps est une organisation mondiale de premier plan motivée par la conviction qu’un monde meilleur est possible. Que ce soit en cas de catastrophe, de difficultés, présents dans lus de 40 pays à travers le monde, nous créons des partenariats afin de mettre en œuvre des solutions audacieuses, aidant les personnes à triompher de l’adversité et à construire de l’intérieur des communautés plus fortes. Maintenant, et pour l’avenir.



**MERCY
CORPS**

45 SW Ankeny Street
Portland, Oregon 97204
888.842.0842
mercycorps.org

40 Sciennes
Edinburgh, EH9, 1NJ, UK
44.131.662.5160



**HUMANITY
UNITED**